JUSTEL - Législation consolidée

http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg_2.pl?language=fr&la=F&nm=2016203344

Dossier numéro : 2016-06-09/17

Titre

9 JUIN 2016. - Extrait de l'arrêt n° 89/2016 du 9 juin 2016 - (Numéro du rôle : 6078) annulation

Source : COUR CONSTITUTIONNELLE

Publication : Moniteur belge du 01-08-2016 page : 46967

Entrée en vigueur :

Table des matières

Art. M

Texte

Article M.

En cause : le recours en annulation partielle de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, introduit par l'union professionnelle " Fédération des Courtiers d'assurances & Intermédiaires financiers de Belgique " et la SA " A. Van Ingelgem et Fils ".

...

Par ces motifs,
la Cour
annule

- l'article 350 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances en ce qu'il confirme l'article 4, 4°, de l'arrêté royal du 21 février 2014 relatif aux modalités d'application au secteur des assurances des articles 27 à 28bis de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers;
- l'article 350 de la même loi en ce qu'il confirme l'article 4, 10°, de ce même arrêté royal, en ce que cet article ne permet pas au Roi de prévoir des règles différentes selon qu'il s'agit de clients professionnels ou de clients de détail;
- l'article 352 de la même loi en ce qu'il fait entrer en vigueur son article 277 à une date antérieure au 1er mai 2015;
- l'article 352 de la même loi en ce qu'il fait entrer en vigueur avant le 1er mai 2015 les nouvelles règles de conduite inscrites à ses articles 273, § 3, et 279;
- l'article 352 de la même loi en ce qu'il fait entrer en vigueur avant le 1er mai 2015 son article 350, en ce que cet article confirme de nouvelles règles de conduite contenues dans les arrêtés royaux du 21 février 2014; sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.9.4.4, rejette le recours pour le surplus.